



Division des droits des Palestiniens

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Note d'information

Le 29 novembre de chaque année, les Nations Unies célèbrent la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, en application, entre autres, des résolutions 32/40 B, 34/65 D et 56/34 de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1977, du 12 décembre 1979, et du 3 décembre 2001, et d'autres résolutions pertinentes.

La Division des droits des Palestiniens du Secrétariat de l'ONU organise à cette occasion des activités commémoratives spéciales en consultation avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

La date du 29 novembre a été choisie en raison de la signification et de l'importance qu'elle revêt pour le peuple palestinien, car c'est ce jour-là, en 1947, que l'Assemblée générale a adopté la résolution 181 (II), que l'on devait appeler ensuite résolution sur le partage et qui prévoyait l'établissement d'un « État juif » et d'un « État arabe » en Palestine, la ville de Jérusalem étant placée sous un régime international spécial. Des deux États prévus par cette résolution, un seul, Israël, a vu le jour.

Le peuple palestinien, qui compte aujourd'hui plus de 8 millions de personnes, est installé dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967 (y compris Jérusalem), dont une partie est dorénavant administrée par l'Autorité palestinienne, en Israël, dans les États arabes voisins, et dans des camps de réfugiés de la région.

La Journée internationale de solidarité est pour la communauté internationale l'occasion de rappeler que la question de Palestine n'est toujours pas réglée et que les Palestiniens ne jouissent pas encore de leurs droits inaliénables définis par l'Assemblée générale, à savoir

le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale ainsi que le droit au retour dans leurs foyers et le droit de rentrer en possession de leurs biens.

Depuis septembre 1993, des progrès notables ont été accomplis dans le cadre du processus de paix, notamment la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine; la signature, par les deux parties, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie et l'application de divers accords ultérieurs qui ont conduit au retrait des forces israéliennes d'une grande partie de la bande de Gaza et d'autres parties de la Cisjordanie; la mise en place de l'Autorité palestinienne et l'élection du Conseil législatif palestinien et du Président de l'Autorité palestinienne. Après être restées au point mort pendant longtemps, les négociations ont finalement repris et la signature du Mémoire de Charm el-Cheikh, en septembre 1999, a permis de relancer le processus de paix, suscitant de nouveaux espoirs quant à l'amorce de pourparlers sur le statut permanent. Le Sommet de Camp David, en juillet 2000, bien qu'ayant abouti à une impasse, a réaffirmé la volonté des deux parties à parvenir à un accord sur tous les problèmes du statut permanent.

Fin septembre 2000, la visite par le chef de l'opposition israélienne du lieu saint de Al-Haram al-Charif a provoqué de graves manifestations de violence, causé d'importantes pertes en vies humaines des deux côtés, dont des civils, y compris de nombreux enfants, et entravé le processus de paix. Malgré les initiatives internationales, notamment celles du Quatuor des médiateurs internationaux (États-Unis

d'Amérique, Fédération de Russie, Union européenne et Organisation des Nations Unies), des puissances régionales et des autres parties prenantes, la violence a persisté, empêchant les deux parties de sortir de l'impasse. Une série d'offensives militaires israéliennes se sont soldées par la réoccupation de la majeure partie de la Cisjordanie, d'importants dégâts causés aux infrastructures de sécurité et aux équipements civils palestiniens et le déclenchement dans le territoire palestinien occupé d'une crise sur le plan humanitaire et sur celui des droits de l'homme. Les tentatives effectuées en 2002 en vue de renouer la coopération entre les parties en matière de sécurité n'ont pas abouti.

Au milieu de tous ces faits décourageants, des occasions se sont offertes d'avancer vers un règlement politique. En particulier, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1397 (2002) du 12 mars 2002, s'est déclaré attaché à la vision d'une région dans laquelle deux États, Israël et la Palestine, vivraient côte à côte, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres. L'assistance de tiers est un élément déterminant si l'on veut aider les parties à donner corps à cette vision. Le Secrétaire général a proposé de créer une force multinationale chargée d'aider à assurer la sécurité des civils israéliens et palestiniens et d'instaurer les conditions d'une reprise des négociations. Au cours des réunions tenues en 2002, le Quatuor a préconisé une démarche à trois volets visant à s'attaquer systématiquement aux problèmes de sécurité, aux problèmes économiques et aux problèmes politiques et a proposé un plan de campagne afin de parvenir à une décision sur le statut permanent d'ici à 2005. Cela se traduirait par un règlement global, juste et durable négocié entre les parties sur la base des résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002) du Conseil de sécurité, qui mettrait fin à l'occupation israélienne commencée en 1967, Israël se retirerait à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et un État palestinien verrait le jour.

La communauté internationale appuie résolument la reprise et la continuation du processus de négociation, l'arrêt des actes unilatéraux susceptibles de prédéterminer le résultat des négociations et la réalisation de progrès rapides dans la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier le droit à l'autodétermination, ainsi que l'amélioration tangible de l'économie palestinienne et des conditions de vie du peuple palestinien.

L'Organisation des Nations Unies joue un rôle clef dans les efforts généraux déployés pour parvenir à un règlement global, juste et durable au Moyen-Orient. Elle devrait continuer d'assumer la responsabilité qui lui incombe en permanence à l'égard de tous les aspects de la question de Palestine, y compris le problème de Jérusalem, jusqu'à ce qu'ils soient résolus de façon satisfaisante, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation et en accord avec le droit international, et jusqu'à ce que les droits inaliénables du peuple palestinien soient pleinement reconnus.

La mobilisation du soutien de la communauté internationale en vue de la reprise des négociations politiques, de l'application intégrale des accords conclus et du renforcement de l'aide afin de stimuler l'économie palestinienne reste l'une des activités essentielles du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

En réponse à l'appel de l'ONU, les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les institutions universitaires et d'autres organisent chaque année des activités diverses à l'occasion de la Journée internationale de solidarité : publication de messages spéciaux en solidarité avec le peuple palestinien, organisation de réunions, diffusion de textes et projection de films.

Au Siège de l'ONU à New York, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien tient chaque année, le 29 novembre, une séance solennelle pour célébrer la Journée de solidarité. Parmi les intervenants figurent le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale, le Président du Conseil de sécurité et les représentants des organes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales compétentes et de la Palestine. Il est également donné lecture d'un message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et Président de l'Autorité palestinienne. Les organisations non gouvernementales sont invitées à cette manifestation et un porte-parole de la communauté internationale des ONG accréditées auprès du Comité y prend la parole.

La Division des droits des Palestiniens publie chaque année un bulletin spécial reproduisant le texte des discours officiels prononcés et des messages reçus à l'occasion de la Journée de solidarité.

D'autres activités sont organisées à New York pour célébrer la Journée de solidarité, notamment une

exposition culturelle palestinienne parrainée par le Comité et présentée par la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la projection de films.

Des réunions ont également lieu à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Vienne pour célébrer la Journée internationale de solidarité

Les centres d'information des Nations Unies, implantés dans des pays du monde entier, aident les États, les ONG et tous ceux qui désirent organiser des activités spéciales pour célébrer la Journée, en mettant à leur disposition des informations et de la documentation.

* * * * *

Octobre 2002